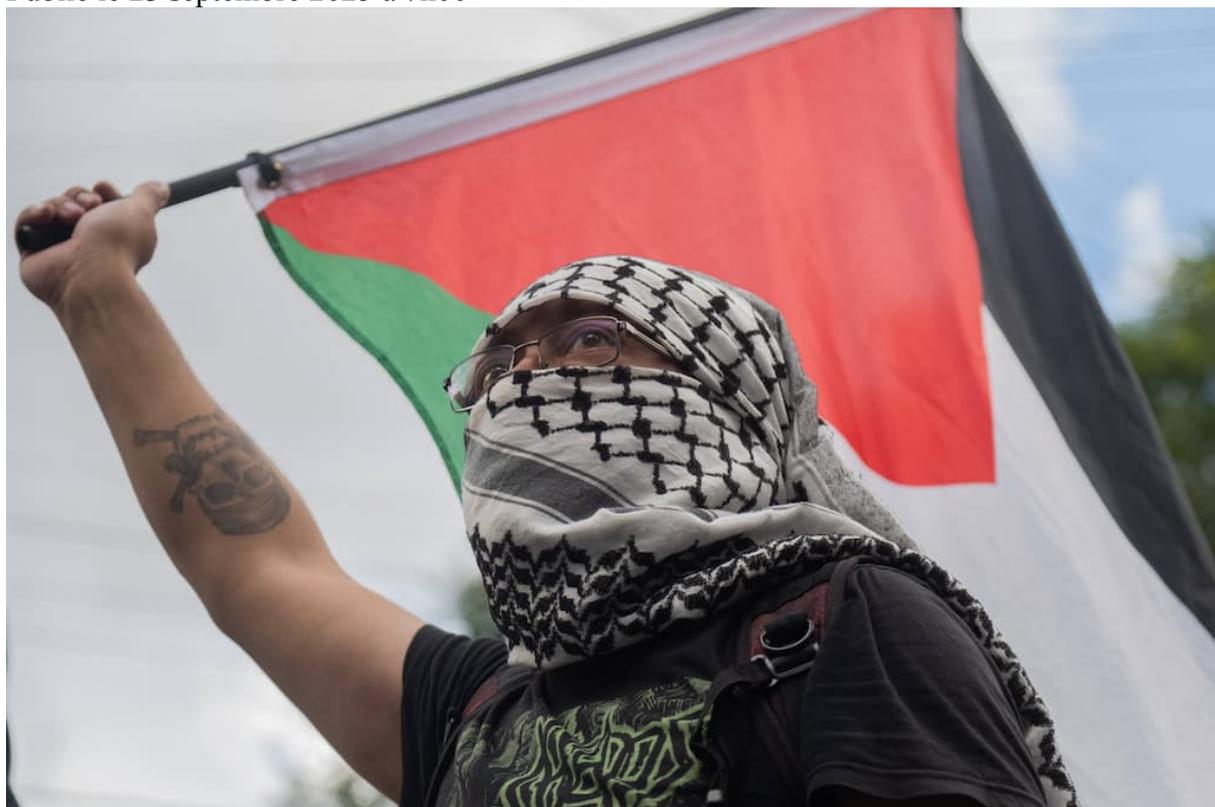


Reconnaissance de la Palestine : « Il y a un risque d'attentat sur le sol français », alerte Michel Fayad

ENTRETIEN. Le 22 septembre, Emmanuel Macron a officiellement reconnu l'État palestinien. Michel Fayad, analyste politique et géopolitique, revient sur les conséquences d'une telle initiative.

Par [Bertille Vaur](#)

Publié le 23 septembre 2025 à 7h00



Le 22 septembre, Emmanuel Macron reconnaît l'État palestinien. Photo © Marco Gonzalez/ Eyepix Group/Sipa USA/SIPA

Partager cet article sur

Valeurs actuelles. Selon vous, la reconnaissance de l'État de Palestine par la France, est-elle une étape purement symbolique ou aura-t-elle un impact diplomatique ?

Michel Fayad. Pour le moment, c'est symbolique, puisqu'il n'y a pas de reconnaissance par Israël et qu'il n'y a pas de territoire. Mais cette reconnaissance peut aussi entraîner de graves conséquences, des deux côtés. Du côté palestinien – en tout cas du côté du Hamas – cela peut être vécu comme une victoire de ces actes terroristes. Et du côté d'Israël, cela peut conduire à des décisions unilatérales, comme l'annexion de la Judée-Samarie, c'est-à-dire la Cisjordanie, ou même le démantèlement de l'Autorité palestinienne, ce qui est réclamé par certains ministres. Plusieurs scénarios sont envisageables, et aucun ne va dans le sens d'[une solution à deux États](#).

Le Hamas s'est félicité de la reconnaissance de la Palestine. Le fait de reconnaître la Palestine est-il perçu comme une légitimation du 7 octobre ?

Oui, évidemment. Ce n'est pas une reconnaissance qui intervient dans le cadre des accords d'Oslo ou des négociations de Camp David en 2000. Elle survient presque deux ans après les massacres du 7 octobre, alors qu'il reste encore une vingtaine d'otages en vie et une trentaine de corps entre les mains du Hamas. C'est donc un très mauvais signal qui est envoyé. Cela revient, en quelque sorte, à dire au Hamas : « *Bravo, vous avez obtenu ce que vous vouliez grâce à vos actions terroristes* ».

Et puis, il y a quelque chose d'assez grave : Emmanuel Macron a comme interlocuteur Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne. Mais il est aussi président de l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP), et du Fatah. Or, le 7 octobre, il n'y avait pas que le Hamas qui a commis les massacres. Il y avait aussi le Jihad islamique, et les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, qui font partie du Fatah, de l'OLP et sont donc sous la responsabilité de Mahmoud Abbas. On a donc choisi comme interlocuteur un terroriste.

Parmi les quatre conditions pour définir un État souverain, il faut qu'il y ait un territoire délimité par des frontières. Quel territoire reconnaît la France ?

C'est une vraie question. Est-ce sur la base des frontières de 1967 ? Et, pourquoi parler uniquement de ces frontières sans évoquer le fait que la Jordanie, c'est aussi la Palestine ? La Jordanie faisait partie de la Palestine sous mandat britannique. On a créé de toutes pièces un État appelé à l'époque la Transjordanie. Ensuite, cette Transjordanie, en annexant la Cisjordanie, est devenue la Jordanie. L'État palestinien existe déjà : c'est la Jordanie. Alors pourquoi vouloir s'appuyer sur des frontières de 1967, et pas sur l'État palestinien originel, devenu Jordanie en 1921 ?

Quand Emmanuel Macron demande aux Palestiniens de réformer leur autorité. Est-ce que c'est réaliste ?

Comment mettre en place une nouvelle gouvernance de l'Autorité palestinienne ? Quand Emmanuel Macron dit qu'il veut que le Hamas désarme, est-ce que le Hamas va l'entendre ? Non. Le [Hamas](#) doit être désarmé par la force, puisqu'il refuse de le faire volontairement. Et puisque seul un désarmement par la force est envisageable, qui va s'en charger ? Il n'y a qu'Israël. Alors, si Emmanuel Macron critique la manière dont Israël procède, pourquoi ne propose-t-il pas un plan militaire alternatif ?

Ensuite, s'il y a des élections, comment empêcher le Hamas d'y participer, que ce soit sous son propre nom ou sous un autre ? Et comment les Palestiniens pourraient-ils voter librement avec le Hamas, le Jihad islamique, le Fatah, le FPLP, le FDLP – toutes ces organisations terroristes palestiniennes, armées depuis les années 1960, qui ont fait tant de mal, pas seulement aux Israéliens, mais aussi aux Libanais et aux Palestiniens eux-mêmes ? Et il ne faut pas oublier le jeu de l'argent : le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran et d'autres pays vont aussi déverser des fonds pour favoriser les groupes qui les soutiennent.

Alors, dans quelle mesure peut-on vraiment espérer une réforme démocratique et libre de l'Autorité palestinienne ? Je crois que c'est impossible à l'heure actuelle.

Existe-t-il un risque de rupture ou de durcissement avec Israël, notamment en matière de coopération sécuritaire et de renseignement ?

Oui bien sûr. Cela fait déjà plusieurs mois que les Israéliens ont fortement réduit, voire cessé,

leur coopération en matière de renseignement. Et cela pose un vrai problème : il y a un risque d'attentat sur le sol français. D'ailleurs, il y a quelques jours, Daesh a directement menacé la France, ciblant les catholiques et les Juifs.

Par ailleurs, on a entendu que le gouvernement israélien envisageait la fermeture du consulat français à Jérusalem, mais aussi la prise de contrôle des domaines français en Terre sainte. Ces lieux sont sous administration française depuis l'époque ottomane, et avaient été cédés à la France en 1536 pour accueillir les pèlerins chrétiens à Jérusalem. On est en train de remettre en cause quelque chose qui est établi depuis cinq siècles.

Existe-t-il un risque de tension accrue en France, dans l'opinion publique et surtout entre communautés, notamment vis-à-vis de la communauté juive ?

Oui, il est possible que des attaques antisémites se multiplient en France. Je dénonce sur les plateaux le fait qu'on autorise en France le drapeau palestinien. Car à l'origine, ce n'est pas un [drapeau palestinien](#) : c'est celui du dernier califat arabe islamique de l'histoire, celui du shérif Hussein de la Mecque. Ce drapeau a servi au califat, au jihad, à la discrimination entre musulmans d'un côté, et chrétiens et juifs de l'autre. Le shérif Hussein voulait maintenir la dhimmitude, c'est-à-dire reléguer les chrétiens et les Juifs au rang de citoyens de seconde zone. Brandir ce drapeau a une signification.

Les juifs ne sont pas les seuls visés. De nombreux chrétiens ont été tués par ces organisations palestiniennes – en majorité des chrétiens libanais. En 1950, dans la bande de Gaza, 15 % de la population était chrétienne. Aujourd'hui, il ne reste plus que 3 000 chrétiens sur 2,3 millions d'habitants. Et à Bethléem, en 1995, quand Israël a transféré la ville à l'Autorité palestinienne, 70 % de la population était chrétienne. Aujourd'hui, on estime qu'ils ne représentent plus que 15 à 20 %.

Comment imaginer la suite du conflit ?

Tant qu'il existera des organisations palestiniennes comme le Hamas ou le Fatah, leur objectif restera la destruction d'Israël. Le Hamas ne s'en cache pas. D'ailleurs, il affirme qu'il est prêt – ce qu'Emmanuel Macron oublie de rappeler – à accepter les frontières de 1967, mais uniquement comme trêve. Ce n'est en aucun cas une paix définitive. C'est précisé dans leur déclaration de 2017, qui s'ajoute à leur charte de 1988.

Quant au Fatah, on oublie souvent qu'en 1994, après les accords d'Oslo, Yasser Arafat s'est exprimé à la mosquée de Johannesburg. Il a comparé ces accords au traité de Houdaïbiya, signé par Mahomet avec la tribu juive des Banu en Arabie, traité qu'il a ensuite trahi, entraînant les massacres de Juifs à Khaybar. Si Arafat compare Oslo à Houdaïbiya, cela signifie clairement qu'ils sont prêts à trahir ces accords dès qu'ils en auront la capacité. Quelle est donc la valeur de leurs engagements ? Aucune.